AVIS DE DIVULGATION ÉVENTUELLE DU DOSSIER D'UN ÉLÈVE

Prière de lire attentivement cet avis. Il s'agit là d'un message de la Cour fédérale des États-Unis relatif au cas ci-dessus mentionné. Les avocats, représentant les enfants porteurs d'un handicap et leurs parents dans un recours collectif concernant les services et principes d'éducation spécialisée dans la Ville de New York, demandent accès au dossier de l'élève, lequel est protégé selon un Accord de confidentialité entre les parties et ne sera divulgué qu'aux avocats des parties concernées, ainsi qu'aux experts en la matière et au Tribunal. **Aucun dossier d'élève ne sera divulgué au public ou à tout autre élève sans le consentement formel du parent/tuteur de l'élève ou de l'élève s'il a plus de 18 ans.**

Cette notification peut s'appliquer à vous au cas où vous seriez actuellement un élève ou un ancien élève, ou le parent ou tuteur d'un élève dont le Plan d'éducation personnalisée (IEP) a été monté par le Département de l'Éducation de la Ville de New York (NYCDOE) entre 2003 et 2016 **ET** soit :

- 1) aviez fréquenté **une école privée reconnue par l'État ; OU**
- 2) aviez eu un diagnostic **d'autisme ou aviez été porté(e) dans la catégorie d'enfants souffrant des troubles de l'autisme** par un Comité d'Éducation spécialisée du NYCDOE.

Si votre enfant a plus de 21 ans à la date du 3 juillet 2013, il/elle ne fait plus partie de ce Recours collectif et cette notification ne vous concerne pas.

NATURE DE CETTE ACTION EN JUSTICE

Les enfants handicapés et leurs parents sont les plaignants de l'action en justice, *M.G. v. NYC DOE*. Les demandeurs représentent les groupes d'élèves de la Ville de New York qui ont ou avaient fréquenté les établissements privés reconnus par l'État de New York ou qui font partie de la catégorie d'enfants souffrant des troubles de l'autisme ou ont eu un diagnostic d'autisme ("les membres du recours collectif"). La partie demanderesse prétend que le NYCDOE et le Département de l'Éducation de l'État de New York (NYSED) ont violé, entre autres lois connexes, la Loi pour l'Éducation des personnes handicapées (IDEA) en adoptant des règles qui empêchent les membres faisant partie du recours collectif de bénéficier de certains dispositifs d'éducation spécialisée. Le NYCDOE et le NYSED réfutent ces allégations. Les plaignants demandent, entre autres injonctions, celle de changer ces règles qu'ils présumant les empêchent d'avoir accès à ces services.

DEMANDE DE DOCUMENTS

Dans le cadre de ce procès, les demandeurs veulent que les Départements de l'Éducation de la Ville et de l'État leur donnent certains documents qui contiennent des données personnelles protégées des élèves membres du recours collectif. "Les données personnelles protégées" sont, entre autres : les prénom et nom de l'élève ; les prénoms et nom des parents/du tuteur (y inclus le nom de jeune fille de la mère) ; le nom des membres de sa famille ; les numéros de sécurité sociale ; l'adresse du domicile ; et les numéros de téléphone du domicile ; ainsi que les dates et lieux de naissance.

Types de documents demandés : Les IEP ; les dossiers et transcriptions d'audience impartiale ; les évaluations et contrôles d'éducation spécialisée ; les bulletins scolaires et les rapports sur le progrès ; ainsi que les documents provenant d'un parent et conservés dans le dossier de l'élève.

En vue d'assurer la **stricte confidentialité** des documents et qu'ils ne **soient soumis qu'à l'examen des avocats des parties, des experts, et du Tribunal**, les parties ont signé un Accord de confidentialité suite à une décision du Tribunal.

DROIT DES ÉLÈVES A LA CONFIDENTIALITÉ

La loi traitant des droits des familles relatifs à l'éducation et la protection de la vie privée ("FERPA"), 20 U.S.C. § 1232g(b) et 34 C.F.R. § 99.31(a)(9)(ii), ainsi que la loi IDEA, 20 U.S.C. §§ 1400, *et seq.*, sont des lois fédérales qui assurent la confidentialité du dossier des élèves. Ces lois autorisent la divulgation de ces dossiers selon une injonction du tribunal, tant que le district scolaire fait de son mieux pour notifier les élèves et leurs parents et leur donne la possibilité de s'opposer à la présentation des données personnelles protégées contenues dans ces dossiers avant de les divulguer.

Si, après la notification, un parent et/ou un élève s'y oppose, on peut soumettre les documents après avoir supprimé les données personnelles protégées.

CONSENTEMENT ET POSSIBILITÉ DE S'Y OPPOSER

Cet avis n'affecte aucun de vos droits ni de ceux de votre enfant pour ce qui est du litige *MG* ou de toute autre question qui serait éventuellement en instance avec le NYCDOE.

Vous avez tout droit de vous porter contre la divulgation du dossier de votre enfant. Si vous avez un avocat ou un défenseur pour vous aider, peut-être vous aimeriez discuter avec lui de cette notification.

Si vous ne vous opposez pas à la divulgation des documents décrits préalablement, vous n'avez aucune démarche à faire.

Si vous vous opposez à la divulgation des documents décrits ci-dessus, vous devez : entrer les informations demandées dans le formulaire "*Objection to Disclosure of Student Information and Records* Case No. 13-CV-4639", joint à cette notification. Vous pouvez aussi trouver le formulaire sur ce site schools.nyc.gov/potential_disclosure, et l'envoyer par poste, après l'avoir rempli, au Tribunal à l'adresse suivante :

The Honorable Sidney H. Stein
c/o Clerk of the Court
Southern District of New York
500 Pearl Street, Courtroom #23A
New York, NY 10007
Attn : DOCUMENT FILED UNDER SEAL

TOUTE OBJECTION DOIT ÊTRE PORTÉE A L'ATTENTION DU TRIBUNAL D'ICI LE 7 AOUT 2016.

PRIÈRE DE NE PAS CONTACTER LE TRIBUNAL PAR TÉLÉPHONE. LE TRIBUNAL N'ACCEPTERA AUCUN APPEL TÉLÉPHONIQUE EN LA MATIÈRE.

Les plaignants sont représentés par la firme d'avocats Friedman & Moses, 233 Broadway, Suite 901, New York, NY 10279, www.friedmanandmoses.com dont le numéro de téléphone est le suivant : 212-293-8686. Sachez que l'avocat de la défense du recours collectif pourrait vous contacter.

Au cas où vous aimeriez trouver d'autres renseignements sur ce procès ou savoir que faire pour vous opposer à la divulgation du dossier de votre enfant (ou de vos données si vous avez plus de 18 ans), ou si vous aimeriez avoir une traduction de cette notification, allez visiter schools.nyc.gov/potential_disclosure. Si vous voulez qu'on vous envoie par courrier un formulaire pour faire part de votre objection, prière de laisser un message au 718-935-5655 et on vous expédiera un formulaire par courrier postal.

Si vous ne présentez pas un formulaire pour y objecter d'ici le **7 août 2016**, on décidera que vous avez renoncé à vos droits d'empêcher la divulgation des renseignements sur l'élève et de son dossier contenant les données personnelles protégées. Le tribunal placera sous scellés toutes les objections faites.

Vous trouverez les traductions de cette notification en espagnol, arabe, bengali, chinois, français, créole haïtien, coréen, russe, et ourdou sur le site : schools.nyc.gov/potential_disclosure.